



Décision individuelle N° 2021-80

Pétitionnaire : MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – subdivision Tinée

Adresse : 29 boulevard d'Auron, 06660 Saint-Etienne-de-Tinée

Nature de la demande : Travaux, constructions et installations en cœur de Parc national (nécessaires aux équipements d'intérêt général)

Intitulé du projet : Réfection des soubassements de la route métropolitaine n°2205 suite à la tempête Alex

Localisation : gorges de Valabres, commune de Roure

- « PR30+150 » : parcelles section B n°51 et 880

- « PR32+450 » : parcelle section B n°857

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L331-4, L.331-4-1, L.331-26, R331-19-1, R.331-65 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 13, 14 et 20 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 06 avril 2021,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 04 mars 2021 par Monsieur FABRON Jean-Marie, responsable de la subdivision Tinée,

Considérant que la demande porte sur la réfection et le renforcement des soubassements de la route métropolitaine n°2205 en deux endroits ayant subi des dégradations suite à la crue de la Tinée consécutive au passage de la tempête Alex sur le territoire en octobre 2020,

Considérant que ces travaux nécessitent le dévoiement de deux tronçons de lit mouillé de la Tinée, l'un d'entre eux ayant déjà été réalisé durant l'automne 2020 pour prévenir les dégradations supplémentaires qui pouvaient être occasionnées par les hautes eaux de la rivière,

Considérant que ces travaux nécessitent également des prélèvements de matériaux dans le lit majeur de la Tinée, des coupes d'arbres sur les berges et des extensions de soubassements par créations d'enrochements libre ou bétonné,

Considérant que la rivière de la Tinée est classée « réservoir biologique » dans le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 au titre de l'article L214-17 du Code de l'Environnement, et qu'à ce titre il convient de prendre en compte les risques d'impacts de ces travaux sur les milieux et les communautés aquatiques,

Considérant également la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – SERVICE DES ROUTES, SUBDIVISION TINÉE, ci-après désigné le bénéficiaire et représentée par Monsieur FABRON Jean-Marie, est autorisée à procéder à des travaux de réfection et de confortement des soubassements routiers en deux endroits de la route métropolitaine n°2205, situés dans les Gorges de Valabres en cœur de parc national sur la commune de Roure.

Les points routiers concernés sont les suivants : « PR30+150 » et « PR32+450 ».

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions relatives à la déviation du lit mouillé de la Tinée et à sa remise en état*

2.1. La déviation du lit vif de la Tinée, prévue en préalable des travaux au PR32+450 sera réalisée par abattement progressif du batardeau selon la succession suivante :

- mise en eau du chenal de dérivation à 80 % du débit le jour J ;
- réalisation d'une pêche de sauvegarde sur le tronçon de lit vif à assécher, par des opérateurs compétents pour réaliser une telle opération ;
- mise en eau du chenal de dérivation à 100 % du débit le jour J+N.

2.2. Au PR30+150, une pêche de sauvegarde sera également réalisée avant le début des travaux dans l'ancien chenal d'écoulement de la Tinée, alimenté en eau par des résurgences du lit intersticiel et des infiltrations depuis le merlon.

2.3. La présente décision vaut autorisation de capture, détention et transport d'individus de poissons dans le cadre de ces travaux, sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

2.4. Les pêches de sauvegarde feront l'objet d'un rapport d'intervention précisant les dates de réalisation des opérations, les coordonnées géographiques de leurs points amont et aval, l'identité et la qualité des opérateurs, le nombre d'individus par espèce (effectif), classes de taille et poids ainsi que leur destination (localisation des lieux de remise à l'eau).

Ce rapport devra être communiqué a minima, au Siège du Parc national du Mercantour, au service départemental de l'Office français de la biodiversité et à la Fédération départementale des AAPPMA avant la fin des travaux.

2.5. Aux PR32+450 et PR 30+150, la remise en eau des deux tronçons de lit créés par la crue et asséchés pour permettre la réalisation des travaux n'est pas autorisée.

Le milieu sera remis en état a minima, selon le mode opératoire suivant :

- maintien en eau des chenaux de dérivation ;
- décompactage / griffage des surfaces hors d'eau et compactées par le passage des engins et/ou le stockage temporaire des matériaux ;
- arasement complet des merlons de dérivation et étalement des matériaux en zone sèche, sans compactage ;
- création de caches hydrauliques dans les chenaux de dérivation.

2.6. Les caches hydrauliques seront constituées de blocs rocheux prélevés exclusivement en zone sèche du lit de la Tinée, et disposés sous le contrôle direct d'un agent du service territorialement concerné du Parc national et de l'OFB.

Le bénéficiaire a la charge d'organiser le chantier de sorte à ce que les deux Établissements concernés puissent être effectivement présents lors de la mise en œuvre de ces travaux.

- *Prescriptions relatives aux travaux sur les soubassements routiers*

2.7. Au PR32+450, la reconstruction du soubassement supérieur situé au-dessus de l'enrochement bétonné, sera réalisée à l'aide de la technique de terre armée.

2.8. Au PR30+150, le soubassement sera réalisé selon la technique de l'enrochement libre.

2.9. Les matériaux constitutifs des ouvrages seront mélangés selon la proportion suivante : 50 % blocs calcaires et 50 % de blocs de gneiss.

Les blocs de calcaires seront positionnés à l'intérieur des ouvrages, les blocs de gneiss en façade.

2.10. Les matériaux de remblais seront exclusivement constitués des matériaux récupérés localement lors des fouilles.

- *Prescriptions relatives aux coupes d'arbres*

2.11. Les coupes d'arbres et arbustes devront être réalisées à l'aide d'outils manuels.

Les individus de buddleia seront dessouchés.

Les rémanents – souches, troncs, branchages – devront être intégralement évacués du cœur du parc national.

Tout broyage ou brûlage est interdit dans le cœur.

- *Prescriptions relatives au suivi post-travaux*

2.12. Le bénéficiaire devra réaliser un suivi de la recolonisation piscicole des deux tronçons de cours d'eau impactés directement par les travaux sur une période minimale de 5 ans.

La méthodologie et le calendrier à mettre en œuvre devront être définis de concert avec le Parc national du Mercantour impérativement avant le début des travaux pour permettre le cas échéant, un état des lieux avant travaux.

Un rapport de suivi sera annuellement transmis à l'établissement, dans tous les cas avant le 31/12 de chaque année.

2.13. Le bénéficiaire devra assurer la surveillance de la recolonisation végétale des zones terrestres concernées et en cas de repousse ou d'apparition d'une espèce envahissante – type buddleia et/ou robinier faux-acacia -, en informer le plus tôt possible le service territorialement concernée du Parc national.

Les modalités de gestion de la végétation sur ces zones devront être adaptées en conséquence et en concertation entre les deux services.

Contact :

Service territorial de la Tinée : 04.93.02.42.27, st-tinee@mercantour-parcnational.fr

adjoint au chef de ST : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr ; 06.24.70.20.71)

Article 3 : Durée

La présente autorisation de travaux est délivrée à compter de la date du 03 mai 2021 jusqu'au 31 juillet 2021.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ou des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 13 avril 2021



La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour


Sandrine GRANDFILS

Copie :

- service territorial Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.